

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Notes	2022	2021	2022	2021
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	2	1 574	1 526	4 862	4 638
Charges d'exploitation	5	(1 023)	(1 060)	(3 145)	(3 114)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(34)	(40)	(110)	(128)
Dotation aux amortissements des logiciels		(119)	(119)	(354)	(356)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(25)	(29)	(76)	(90)
Autres profits d'exploitation, montant net	6	25	4	26	35
Bénéfice d'exploitation		398	282	1 203	985
Charges financières, montant net					
Charge d'intérêts, montant net	7	(48)	(46)	(145)	(146)
Autres produits financiers	7	448	34	862	30
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		798	270	1 920	869
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(525)	(672)	(552)	6 717
(Charge) produit d'impôt	9	(8)	161	(156)	(1 722)
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies		265	(241)	1 212	5 864
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		(37)	1	(92)	-
Bénéfice (perte) net		228	(240)	1 120	5 864
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires		228	(240)	1 120	5 864
Résultat par action	10				
Résultat de base par action :					
Lié aux activités poursuivies		0,55 \$	(0,49) \$	2,49 \$	11,83 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,08)	-	(0,19)	-
Résultat de base par action		0,47 \$	(0,49) \$	2,30 \$	11,83 \$
Résultat dilué par action :					
Lié aux activités poursuivies		0,55 \$	(0,49) \$	2,49 \$	11,80 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,08)	-	(0,19)	-
Résultat dilué par action		0,47 \$	(0,49) \$	2,30 \$	11,80 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2022	2021	2022	2021
Bénéfice (perte) net		228	(240)	1 120	5 864
Autres éléments du résultat global					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement					
en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	66	25	89	(7)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		(47)	(28)	(68)	(4)
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		(244)	(97)	(505)	(65)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	-	-	-	(98)
Produit d'impôt lié à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		-	-	-	23
Reclassement des écarts de conversion à la cession d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence		-	3	-	3
		(225)	(97)	(484)	(148)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	12	(2)	10	(20)	15
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(91)	(11)	(178)	122
Produit (charge) d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		23	3	44	(34)
		(70)	2	(154)	103
Autres éléments du résultat global		(295)	(95)	(638)	(45)
Résultat global		(67)	(335)	482	5 819
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		(30)	(336)	574	5 819
Activités abandonnées		(37)	1	(92)	-
Résultat global		(67)	(335)	482	5 819

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Notes	2022	2021 ¹⁾
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	459	778
Créances clients et autres créances d'exploitation		949	1 057
Autres actifs financiers	12	375	108
Charges payées d'avance et autres actifs courants		429	462
Actifs courants excluant les actifs détenus en vue de la vente		2 212	2 405
Actifs détenus en vue de la vente	11	129	48
Actifs courants		2 341	2 453
Immobilisations corporelles, montant net		414	502
Logiciels, montant net		886	822
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 242	3 331
Goodwill		5 818	5 940
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	6 098	6 736
Autres actifs financiers	12	618	429
Autres actifs non courants	13	626	797
Actifs d'impôt différé		1 119	1 139
Total de l'actif		21 162	22 149
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	12	370	-
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	14	994	1 326
Passifs d'impôt exigible		343	169
Produits différés		837	874
Autres passifs financiers	12	758	175
Passifs courants excluant les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		3 302	2 544
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	11	118	37
Passifs courants		3 420	2 581
Dette à long terme	12	3 700	3 786
Provisions et autres passifs non courants	15	757	709
Autres passifs financiers	12	216	234
Passifs d'impôt différé		791	1 005
Total du passif		8 884	8 315
Capitaux propres			
Capital-actions	16	5 401	5 496
Résultats non distribués		8 192	9 149
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 315)	(811)
Total des capitaux propres		12 278	13 834
Total du passif et des capitaux propres		21 162	22 149

Éventualités (note 19)

1) Les montants ont été reclassés afin de refléter la présentation de la période considérée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres		Périodes de neuf mois	
		clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Notes	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies		265	(241)	1 212	5 864
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		34	40	110	128
Dotation aux amortissements des logiciels		119	119	354	356
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		25	29	76	90
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	525	672	552	(6 717)
Impôt différé		(176)	(153)	(193)	770
Autres	17	(447)	(7)	(771)	56
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	17	181	101	(35)	901
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		526	560	1 305	1 448
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		5	(26)	(66)	(72)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		531	534	1 239	1 376
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	18	(19)	(2)	(190)	(5)
Produit des cessions d'entreprises et de placements		29	13	29	28
Dividendes liés à la vente des actions de LSEG	8	24	-	24	994
Dépenses d'investissement		(152)	(131)	(460)	(364)
Autres activités d'investissement	8	25	3	87	56
Impôt payé sur la vente de Refinitiv et d'actions de LSEG		-	(218)	-	(662)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(93)	(335)	(510)	47
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		-	(210)	(16)	(252)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(93)	(545)	(526)	(205)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Emprunts aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	12	319	-	369	-
Paiements au titre du capital des contrats de location		(17)	(22)	(50)	(65)
Rachats d'actions ordinaires	16	(504)	(603)	(698)	(803)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)	(2)	(2)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	16	(208)	(194)	(627)	(582)
Autres activités de financement		(25)	3	(16)	8
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(436)	(817)	(1 024)	(1 444)
Écarts de conversion		(4)	(3)	(8)	(3)
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(2)	(831)	(319)	(276)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		461	2 342	778	1 787
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		459	1 511	459	1 511
Se reporter à la note 17 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette		(16)	(15)	(96)	(96)
Intérêts reçus		4	1	5	2
Impôt sur le résultat payé	17	(49)	(260)	(194)	(849)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021	3 813	1 683	5 496	9 149	25	(836)	(811)	13 834
Bénéfice net	-	-	-	1 120	-	-	-	1 120
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(134)	1	(505)	(504)	(638)
Résultat global	-	-	-	986	1	(505)	(504)	482
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(648)	-	-	-	(648)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	21	-	21	-	-	-	-	21
Rachats d'actions ordinaires (note 16)	(53)	-	(53)	(668)	-	-	-	(721)
Régime automatique d'achat d'actions (note 16)	(52)	-	(52)	(619)	-	-	-	(671)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	143	(154)	(11)	(6)	-	-	-	(17)
Solde au 30 septembre 2022	3 872	1 529	5 401	8 192	26	(1 341)	(1 315)	12 278

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	(Perte) profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	3 719	1 739	5 458	5 211	(8)	(681)	(689)	9 980
Bénéfice net	-	-	-	5 864	-	-	-	5 864
Autres éléments du résultat global	-	-	-	88	26	(159)	(133)	(45)
Résultat global	-	-	-	5 952	26	(159)	(133)	5 819
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(600)	-	-	-	(600)
Actions émises aux termes du RRD	18	-	18	-	-	-	-	18
Rachats d'actions ordinaires (note 16)	(39)	-	(39)	(564)	-	-	-	(603)
Régime automatique d'achat d'actions (note 16)	(33)	-	(33)	(447)	-	-	-	(480)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	122	(63)	59	-	-	-	-	59
Solde au 30 septembre 2021	3 787	1 676	5 463	9 550	18	(840)	(822)	14 191

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de préparation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Les produits de la société comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 31 octobre 2022.

Programme de transformation

En février 2021, la société a annoncé un programme de transformation d'une durée de deux ans visant la transition de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu (se reporter à la note 5).

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique marqué par l'incertitude. Pour lutter contre la forte inflation, les banques centrales ont relevé de façon marquée les taux d'emprunt à court terme. Les effets persistants de la COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'invasion militaire russe en Ukraine sont autant de facteurs supplémentaires qui créent des tensions sur la croissance économique et les marchés des capitaux. La société suit de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, qui sont présentés dans le rapport annuel 2021 de la société.

Dans les présents états financiers, le symbole « \$ » désigne le dollar américain, et le symbole « \$ CA », le dollar canadien.

Retraitement des résultats sectoriels

Au cours du premier trimestre de 2022, afin de refléter la façon dont elle gère actuellement ses activités, la société a apporté deux changements à la présentation de son information sectorielle. Les changements visent à i) rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires du secteur Grandes sociétés vers le secteur Fiscalité et comptabilité, auquel ils correspondent davantage; et ii) comptabiliser les produits des activités ordinaires intragroupe dans les résultats de Reuters News pour les services liés au contenu offerts aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Auparavant, ces services étaient comptabilisés en tant que virement de charges de Reuters News vers ces secteurs. Ces changements influent sur les résultats financiers des secteurs de la société, mais n'ont pas d'incidence sur les résultats financiers consolidés de la société. Le tableau qui suit présente sommairement les changements pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021.

	Trimestre clos le 30 septembre 2021			Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	682	-	682	2 023	-	2 023
Grandes sociétés	356	(2)	354	1 088	(6)	1 082
Fiscalité et comptabilité	175	2	177	597	6	603
Reuters News	164	5	169	492	15	507
Publications mondiales	149	-	149	439	-	439
Éliminations/arrondissement	-	(5)	(5)	(1)	(15)	(16)
Produits des activités ordinaires	1 526	-	1 526	4 638	-	4 638
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	288	-	288	852	-	852
Grandes sociétés	131	(1)	130	407	(4)	403
Fiscalité et comptabilité	49	1	50	219	4	223
Reuters News	25	-	25	88	-	88
Publications mondiales	52	-	52	165	-	165
Total du BAIIA ajusté des secteurs à présenter	545	-	545	1 731	-	1 731

Note 2 : Produits des activités ordinaires**Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique**

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Trimestres clos les 30 septembre														
Récurrents	658	634	330	307	158	149	152	148	-	-	(7)	(5)	1 291	1 233
Transactions	43	48	43	47	32	28	19	21	-	-	-	-	137	144
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	146	149	-	-	146	149
Total	701	682	373	354	190	177	171	169	146	149	(7)	(5)	1 574	1 526
Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre														
Récurrents	1 967	1 881	968	898	507	463	459	446	-	-	(19)	(16)	3 882	3 672
Transactions	132	142	189	184	153	140	76	61	-	-	-	-	550	527
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	430	439	-	-	430	439
Total	2 099	2 023	1 157	1 082	660	603	535	507	430	439	(19)	(16)	4 862	4 638

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
États-Unis	563	539	309	288	149	142	28	28	103	101	(7)	(5)	1 145	1 093
Canada (pays de résidence)	18	15	2	3	5	4	1	1	22	23	-	-	48	46
Autres	6	7	15	13	28	23	2	1	4	4	-	-	55	48
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	587	561	326	304	182	169	31	30	129	128	(7)	(5)	1 248	1 187
Royaume-Uni	64	69	26	28	4	5	103	97	8	10	-	-	205	209
Autres	16	18	11	13	1	-	24	28	3	4	-	-	55	63
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	80	87	37	41	5	5	127	125	11	14	-	-	260	272
Asie-Pacifique	34	34	10	9	3	3	13	14	6	7	-	-	66	67
Total	701	682	373	354	190	177	171	169	146	149	(7)	(5)	1 574	1 526

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
États-Unis	1 678	1 597	959	894	524	484	86	108	308	306	(19)	(16)	3 536	3 373
Canada (pays de résidence)	52	46	6	8	27	25	3	3	58	59	-	-	146	141
Autres	22	18	45	36	84	67	6	5	12	13	-	-	169	139
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	1 752	1 661	1 010	938	635	576	95	116	378	378	(19)	(16)	3 851	3 653
Royaume-Uni	195	206	81	81	14	16	324	266	24	28	-	-	638	597
Autres	48	52	37	36	1	-	75	83	9	12	-	-	170	183
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	243	258	118	117	15	16	399	349	33	40	-	-	808	780
Asie-Pacifique	104	104	29	27	10	11	41	42	19	21	-	-	203	205
Total	2 099	2 023	1 157	1 082	660	603	535	507	430	439	(19)	(16)	4 862	4 638

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les méthodes comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles qu'applique la société. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News

Le secteur Reuters News fournit, directement aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier, des services de nouvelles économiques, financières et internationales par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et de l'entreprise Refinitiv de London Stock Exchange Group (« LSEG »).

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales ainsi qu'au programme de transformation, qui sont gérées de manière centrale. L'information sur la catégorie Charges liées au siège social ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires				
Professionnels du droit	701	682	2 099	2 023
Grandes sociétés	373	354	1 157	1 082
Fiscalité et comptabilité	190	177	660	603
Reuters News	171	169	535	507
Publications mondiales	146	149	430	439
Éliminations/arrondissement	(7)	(5)	(19)	(16)
Produits des activités ordinaires	1 574	1 526	4 862	4 638
BAlIA ajusté				
Professionnels du droit	324	288	933	852
Grandes sociétés	147	130	443	403
Fiscalité et comptabilité	59	50	262	223
Reuters News	33	25	114	88
Publications mondiales	50	52	153	165
Total du BAlIA ajusté des secteurs à présenter	613	545	1 905	1 731
Charges liées au siège social	(78)	(87)	(209)	(213)
Ajustements de juste valeur (note 5)	16	8	21	6
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(34)	(40)	(110)	(128)
Dotation aux amortissements des logiciels	(119)	(119)	(354)	(356)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(25)	(29)	(76)	(90)
Autres profits d'exploitation, montant net	25	4	26	35
Bénéfice d'exploitation	398	282	1 203	985
Charge d'intérêts, montant net	(48)	(46)	(145)	(146)
Autres produits financiers	448	34	862	30
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(525)	(672)	(552)	6 717
(Charge) produit d'impôt	(8)	161	(156)	(1 722)
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	265	(241)	1 212	5 864

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, les produits de Reuters News comprenaient un montant de 7 M\$ (5 M\$ en 2021) et de 19 M\$ (16 M\$ en 2021), respectivement, se rapportant principalement aux services liés au contenu qu'il a fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-dessous et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAlIA ajusté sectoriel

- Le BAlIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, au service à la clientèle, aux politiques commerciales, à la gestion des installations et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les produits des activités ordinaires de la société peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le moment auquel les coûts ont été engagés dans le cadre du programme de transformation a eu une incidence sur le caractère saisonnier des charges et du bénéfice d'exploitation de la société en 2022 et en 2021.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau qui suit présente les composantes des charges d'exploitation :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Salaires, commissions et indemnités	587	600	1 781	1 792
Paiements fondés sur des actions	21	17	68	51
Avantages postérieurs à l'emploi	38	36	111	110
Total des frais de personnel	646	653	1 960	1 953
Biens et services ¹⁾	314	328	954	895
Contenu	60	67	192	205
Télécommunications	8	11	30	34
Installations	11	9	30	33
Ajustements de juste valeur ²⁾	(16)	(8)	(21)	(6)
Total des charges d'exploitation	1 023	1 060	3 145	3 114

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, les charges d'exploitation comprennent un montant de 47 M\$ (53 M\$ en 2021) et de 111 M\$ (105 M\$ en 2021) lié au programme de transformation. Les charges comprennent des indemnités de fin de contrat de travail ainsi que des coûts engagés en vue de favoriser l'efficacité en ce qui concerne la technologie et les ventes numériques.

Note 6 : Autres profits d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 25 M\$ et à 26 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, et tient compte des profits découlant de la vente de deux entreprises secondaires. Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 4 M\$ et à 35 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, respectivement. Pour ces deux périodes, il tenait compte des produits liés à une licence permettant à l'entreprise Refinitiv de LSEG d'utiliser la marque Reuters. En outre, pour la période de neuf mois, il tenait compte de l'incidence favorable de la réévaluation des bons de souscription que la société détenait dans Refinitiv avant sa vente à LSEG le 29 janvier 2021 et d'un profit à la vente d'une entreprise.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges financières (produits financiers), comme l'indiquent les tableaux suivants :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charge d'intérêts				
Dette	40	40	120	120
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	-	-	(1)	(2)
Autres, montant net	6	1	16	13
Pertes (profits) sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	66	25	89	(7)
(Profits) pertes de change sur la dette, montant net	(66)	(25)	(89)	7
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	46	41	135	131
Charge d'intérêts, montant net – contrats de location	2	2	6	6
Charge d'intérêts, montant net – régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	3	3	8	10
Produit d'intérêts	(3)	-	(4)	(1)
Charge d'intérêts, montant net	48	46	145	146

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Profits nets attribuables aux variations des cours de change	(93)	(34)	(187)	(30)
Profits nets sur instruments dérivés	(353)	-	(673)	-
Autres	(2)	-	(2)	-
Autres produits financiers	(448)	(34)	(862)	(30)

Profits nets attribuables aux variations des cours de change

Le montant net des profits attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Profits nets sur instruments dérivés

Le montant net des profits sur instruments dérivés se rapporte à des contrats de change, et comprend des profits liés aux instruments conçus pour réduire le risque de change sur une partie du placement indirect de la société dans LSEG, qui est libellé en livres sterling (se reporter à la note 12).

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent principalement des actions de LSEG que la société détient indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL »), auparavant Refinitiv Holdings Ltd. (« RHL »). YPL est une entité détenue conjointement par la société, le consortium de Blackstone (composé de Blackstone Group et de ses filiales et des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone) et certains membres actuels de LSEG et d'anciens membres de la haute direction de Refinitiv. Au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, YPL détenait une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions s'accompagnant, au total, d'une participation directe d'environ 30 % et d'une participation avec droit de vote de 24 % dans LSEG). Au 30 septembre 2022, la société détenait une participation de 42,83 % dans YPL (42,82 % au 31 décembre 2021) et détenait indirectement environ 72,2 millions d'actions de LSEG (72,4 millions d'actions au 31 décembre 2021).

La participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle la société exerce une influence notable. Comme YPL ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou aux activités de l'entreprise Refinitiv de LSEG, la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement (se reporter à la note 12).

La quote-part de la société (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
YPL	(520)	(675)	(543)	6 710
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(5)	3	(9)	7
Total de la quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(525)	(672)	(552)	6 717

En 2022, la quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence inscrite pour le trimestre reflète principalement la baisse de la valeur de la participation de la société dans LSEG attribuable à des pertes de change de 543 M\$, qui ont été partiellement compensées par des dividendes de 25 M\$. Le montant inscrit pour la période de neuf mois reflète principalement les pertes de change de 1 317 M\$ liées à la participation dans LSEG, partiellement contrebalancées par une hausse de 687 M\$ du cours de l'action de LSEG et par une augmentation de 87 M\$ des dividendes.

En 2021, la quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence inscrite pour le trimestre reflétait essentiellement la baisse de 699 M\$ de la valeur de la participation dans LSEG. Le montant inscrit pour la période de neuf mois reflétait un profit de 8 075 M\$ à la vente de Refinitiv, dans laquelle la société détenait une participation de 45 %, à LSEG, ainsi que des dividendes de 75 M\$ reçus de LSEG à la suite de la vente. Le profit et les dividendes ont été contrebalancés en partie par la perte de valeur de 1 272 M\$ de la participation dans LSEG à la suite de la vente et des pertes après impôt de 168 M\$ liées aux activités de Refinitiv avant la vente.

Au troisième trimestre de 2022, LSEG a racheté environ 0,7 million d'actions ordinaires auprès de YPL dans le cadre d'un programme de rachat annoncé par LSEG en août 2022. La société a touché, pour environ 0,3 million d'actions, un produit de 24 M\$ qui lui a été versé en tant que dividende, ce qui a eu pour effet de réduire sa participation. En mars 2021, conformément à une exception aux termes de la convention de blocage, approximativement 10,1 millions d'actions de LSEG détenues par la société ont été vendues pour un produit net avant impôt de 994 M\$. Le produit de la vente des actions par YPL a également été versé à la société en tant que dividende. Pour les deux exercices, le produit a été comptabilisé au poste « Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement » au tableau consolidé des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente les composantes des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière :

	30 septembre	31 décembre
	2022	2021
YPL	5 920	6 574
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	178	162
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6 098	6 736

Le tableau ci-après présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL (auparavant RHL, avant sa vente en janvier 2021).

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Produits des activités ordinaires	-	-	-	551
Profit lié à la vente de Refinitiv à LSEG	-	-	-	18 645
Valeur de marché des actions de LSEG	(1 272)	(1 633)	(1 471)	(2 780)
Dividendes	58	57	202	177
Perte nette de Refinitiv avant sa vente à LSEG	-	-	-	(361)
(Perte) bénéfice net	(1 214)	(1 576)	(1 269)	15 681
Déduire : bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(11)
(Perte) bénéfice net attribuable à YPL	(1 214)	(1 576)	(1 269)	15 670
Autres éléments du résultat global attribuable à YPL	-	-	-	(214)
Total du résultat global attribuable à YPL	(1 214)	(1 576)	(1 269)	15 456

Le tableau ci-après présente le rapprochement de l'actif net attribuable à YPL (auparavant RHL) et de la valeur comptable de la participation de la société dans YPL :

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Actif		
Actifs courants	32	6
Actifs non courants	14 489	16 068
Total de l'actif	14 521	16 074
Passif		
Passifs courants	10	4
Passifs non courants	162	189
Total du passif	172	193
Actif net attribuable à YPL	14 349	15 881
Actif net attribuable à YPL – à l'ouverture de la période	15 881	2 487
(Perte) bénéfice net attribuable à YPL	(1 269)	14 555
Autres éléments du résultat global attribuable à YPL	-	(214)
Autres ajustements ¹⁾	-	253
Distributions aux propriétaires	(263)	(1 200)
Actif net attribuable à YPL – à la clôture de la période	14 349	15 881
Quote-part de Thomson Reuters en pourcentage	42,83 %	42,82 %
Quote-part de Thomson Reuters en dollars	6 146	6 800
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ²⁾	(226)	(226)
Valeur comptable de Thomson Reuters	5 920	6 574

1) Se composent des opérations sur capitaux propres exclues du résultat global revenant à YPL.

2) Représentent l'incidence cumulative des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Note 9 : Imposition

La charge (le produit) d'impôt de chaque période tient compte d'incidences importantes liées au placement indirect de la société dans LSEG. En 2022, le montant inscrit pour chaque période tient également compte d'incidences importantes liées à d'autres produits financiers, principalement associés à des profits découlant de contrats de change liés à la participation de la société dans LSEG. En 2022, les montants inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois reflètent des montants respectifs de (133) M\$ et de (150) M\$ au titre du produit d'impôt lié à la quote-part revenant à la société de la perte des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que des montants respectifs de 81 M\$ et 159 M\$ représentant la charge d'impôt liée aux autres produits financiers.

En 2021, le montant inscrit pour le trimestre tenait compte d'un produit d'impôt de (169) M\$ se rapportant à la quote-part revenant à la société de la perte des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour la période de neuf mois, la charge d'impôt tenait compte d'un montant de 1 631 M\$ principalement lié au profit découlant de la vente de Refinitiv à LSEG.

Outre les éléments susmentionnés, la charge (le produit) d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge (du produit) d'impôt pour l'exercice complet.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir ultérieurement à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	228	(240)	1 120	5 864
Moins : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(2)	(2)
Bénéfice (perte) utilisé pour le résultat consolidé par action	227	(241)	1 118	5 862
Moins : perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	37	(1)	92	-
Bénéfice (perte) utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	264	(242)	1 210	5 862

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	482 919 463	494 303 094	485 386 057	495 161 446
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	183 692	321 760	230 075	353 864
Nombre pour le résultat de base	483 103 155	494 624 854	485 616 132	495 515 310
Incidence des options sur actions et des UANRT	785 031	-	692 905	1 078 094
Nombre pour le résultat dilué	483 888 186	494 624 854	486 309 037	496 593 404

Les activités poursuivies de la société ayant enregistré une perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est identique pour tous les calculs du résultat par action de la période, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet antidilutif.

Note 11 : Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente comprennent plusieurs entreprises secondaires et produits que la société a l'intention de vendre. Le tableau suivant détaille les actifs et passifs classés comme étant détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière :

	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Créances clients et autres créances d'exploitation	14	14
Autres actifs financiers	57	-
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	1
Immobilisations corporelles, montant net	3	4
Logiciels, montant net	11	5
Goodwill	39	14
Autres actifs	3	10
Total des actifs détenus en vue de la vente	129	48
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	8	8
Produits différés	51	26
Autres passifs financiers	58	2
Autres passifs	1	1
Total des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	118	37

Les profits liés aux écarts de conversion de 18 M\$ se rapportant à ces actifs ont été comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global dans l'état consolidé de la situation financière au 30 septembre 2022 (profits de 23 M\$ au 31 décembre 2021).

Note 12 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Le tableau suivant détaille les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière :

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
30 septembre 2022					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	253	206	-	-	459
Créances clients et autres créances d'exploitation	949	-	-	-	949
Autres actifs financiers courants	12	363	-	-	375
Autres actifs financiers non courants	25	497	65	31	618
Dette courante	(370)	-	-	-	(370)
Dettes fournisseurs (note 14)	(162)	-	-	-	(162)
Charges à payer (note 14)	(706)	-	-	-	(706)
Autres passifs financiers courants ^{1),2)}	(755)	(3)	-	-	(758)
Dette à long terme	(3 700)	-	-	-	(3 700)
Autres passifs financiers non courants ³⁾	(196)	(20)	-	-	(216)
Total	(4 650)	1 043	65	31	(3 511)

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
31 décembre 2021					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	389	389	-	-	778
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 057	-	-	-	1 057
Autres actifs financiers courants	108	-	-	-	108
Autres actifs financiers non courants	27	235	68	99	429
Dettes fournisseurs (note 14)	(227)	-	-	-	(227)
Charges à payer (note 14)	(950)	-	-	-	(950)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(174)	(1)	-	-	(175)
Dette à long terme	(3 786)	-	-	-	(3 786)
Autres passifs financiers non courants ³⁾	(215)	(19)	-	-	(234)
Total	(3 771)	604	68	99	(3 000)

1) Comprennent des obligations locatives de 56 M\$ (64 M\$ en 2021).

2) Comprennent un engagement de rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 671 M\$ lié au régime automatique d'achat d'actions que la société a établi avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations (se reporter à la note 16).

3) Comprennent des obligations locatives de 170 M\$ (197 M\$ en 2021).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes de 85 M\$ et de 70 M\$ au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, respectivement, étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions d'ordre juridique sont en vigueur, et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 1,8 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. Le solde du papier commercial émis par la société inscrit dans la dette courante à l'état consolidé de la situation financière au 30 septembre 2022 s'élève à 370 M\$ (néant au 31 décembre 2021).

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit consortiale d'un montant de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui réglemente le taux LIBOR, a supprimé la majeure partie de ce taux de référence à l'échelle mondiale à la fin de 2021. À l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de la facilité de crédit externe de la société, la société n'a pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence pour laquelle les taux de référence fondés sur le LIBOR adéquats demeurent en vigueur jusqu'en juin 2023.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2022, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,7 pour 1.

Contrats de change

La société a conclu des contrats de change afin de réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son placement indirect dans LSEG, qui est libellé en livres sterling. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la société a conclu une nouvelle série de contrats de change d'un notionnel de 0,6 G£ (0,7 G\$), le notionnel cumulatif s'élevant à 3,2 G£ (4,2 G\$). Des profits de 353 M\$ et de 673 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, ont été inscrits au poste « Autres produits financiers » de l'état consolidé du résultat net (se reporter à la note 7) par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling. La juste valeur connexe de ces contrats correspond à un actif de 654 M\$ (passif de 19 M\$ au 31 décembre 2021), présenté dans les autres actifs ou passifs financiers courants ou non courants, selon le cas, à l'état consolidé de la situation financière. Au 30 septembre 2022, la valeur de marché de la participation de la société en actions de LSEG s'établissait à quelque 6,1 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG à cette date (6,8 G\$ au 31 décembre 2021).

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés liés est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette à long terme » et « Dette courante », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés liés qui couvriraient les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments sur la dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Instruments sur la dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
30 septembre 2022				
Papier commercial	370	-	370	-
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 016	(31)	951	(31)
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	599	-	594	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	-	235	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	498	-	468	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	117	-	88	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	320	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	369	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	-	477	-
Total	4 070	(31)	3 872	(31)
Partie courante	370	-		
Partie non courante	3 700	(31)		

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments sur la dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Instruments sur la dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
31 décembre 2021				
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 103	(99)	1 119	(99)
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	599	-	631	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	-	256	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	497	-	531	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	128	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	478	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	396	-	516	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	-	695	-
Total	3 786	(99)	4 354	(99)
Partie non courante	3 786	(99)		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

30 septembre 2022				Solde
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	206	-	206
Autres créances ¹⁾	-	-	206	206
Contrats de change ²⁾	-	654	-	654
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	860	206	1 066
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	23	42	-	65
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	31	-	31
Total des actifs	23	933	206	1 162
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(23)	(23)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	(23)	(23)
Total des passifs	-	-	(23)	(23)

31 décembre 2021				Solde
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	389	-	389
Autres créances ¹⁾	-	-	235	235
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	389	235	624
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	46	22	-	68
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	99	-	99
Total des actifs	46	510	235	791
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(1)	(1)
Contrats de change ²⁾	-	(19)	-	(19)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(19)	(1)	(20)
Total des passifs	-	(19)	(1)	(20)

1) Créances aux termes des ententes d'indemnisation (se reporter à la note 19).

2) Se rapportent à la gestion du risque de change à l'égard d'une partie du placement indirect de la société dans LSEG.

3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

4) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

5) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.

La créance aux termes des ententes d'indemnisation relève du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. La diminution de la créance entre le 31 décembre 2021 et le 30 septembre 2022 tient compte principalement des paiements supplémentaires à recouvrer, contrebalancés par des pertes sur la juste valeur en fonction des taux d'intérêt associés au profil de crédit des contreparties aux ententes d'indemnisation et des pertes de change, qui sont inscrits dans la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite d'impôt, à l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstances ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Des prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés;
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables;
- La juste valeur des autres créances tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution;
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Note 13 : Autres actifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2022	2021
Excédents nets des régimes à prestations définies	93	239
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	331	346
Commissions différées	105	127
Autres actifs non courants ¹⁾	97	85
Total des autres actifs non courants	626	797

1) Comprennent un impôt à recevoir de HM Revenue & Customs (« HMRC ») de 82 M\$ et de 74 M\$ au 30 septembre 2022 et au 31 décembre 2021, respectivement (se reporter à la note 19).

Note 14 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	30 septembre	31 décembre
	2022	2021
Dettes fournisseurs	162	227
Charges à payer	706	950
Provisions	100	107
Autres passifs courants	26	42
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	994	1 326

Note 15 : Provisions et autres passifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2022	2021
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	587	506
Rémunération et intéressement du personnel différés	71	99
Provisions	86	94
Autres passifs non courants	13	10
Total des provisions et autres passifs non courants	757	709

Note 16 : Capital-actions

Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)

La société rachète occasionnellement des actions (et les annule ultérieurement) conformément à sa stratégie en matière de gestion du capital. En juin 2022, la société a annoncé son intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de son offre de rachat en vigueur, la société peut racheter jusqu'à 24 millions d'actions ordinaires entre le 13 juin 2022 et le 12 juin 2023 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si, dans l'avenir, la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada.

Le tableau qui suit présente le détail des rachats d'actions effectués.

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	504	603	698	803
Nombre d'actions rachetées (en millions)	4,6	5,2	6,5	7,7
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	109,98 \$	116,15	106,92 \$	105,01 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. Si elle ne possède pas de renseignements importants la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, la société peut à l'occasion établir un régime automatique d'achat d'actions avec son courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec son courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. La société a conclu un tel régime avec son courtier le 9 septembre 2022. Par conséquent, la société a comptabilisé un passif de 671 M\$ au poste « Autres passifs financiers » dans les passifs courants au 30 septembre 2022 ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propre à l'état consolidé de la situation financière (néant au 31 décembre 2021).

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes. Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,445 \$	0,405 \$	1,335 \$	1,215 \$
Dividendes déclarés	215	200	648	600
Dividendes réinvestis	(7)	(6)	(21)	(18)
Dividendes versés	208	194	627	582

Note 17 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	40	37	126	115
Profits nets de change et sur instruments financiers dérivés	(450)	(33)	(861)	(30)
(Profits) pertes nets à la cession d'entreprises et de placements	(30)	3	(29)	(5)
Réévaluation des bons de souscription de Refinitiv (note 6)	-	-	-	(9)
Ajustements de juste valeur (note 5)	(16)	(8)	(21)	(6)
Autres	9	(6)	14	(9)
	(447)	(7)	(771)	56

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Créances clients et autres créances d'exploitation	27	72	64	174
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(17)	8	32	7
Autres actifs financiers	27	(8)	40	10
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	51	128	(316)	(47)
Produits différés	(16)	(53)	42	4
Autres passifs financiers	(27)	7	(40)	(11)
Impôt sur le résultat ¹⁾	134	(51)	170	809
Autres	2	(2)	(27)	(45)
	181	101	(35)	901

1) Les résultats de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 tiennent compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la transaction avec LSEG et la vente ultérieure des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt payé.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(49)	(42)	(178)	(143)
Activités d'exploitation – activités abandonnées	-	-	-	(2)
Activités d'investissement – activités poursuivies	-	(218)	-	(662)
Activités d'investissement – activités abandonnées ¹⁾	-	-	(16)	(42)
Total de l'impôt payé	(49)	(260)	(194)	(849)

1) Compte tenu des paiements versés à la HMRC (se reporter à la note 19).

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2022 et 2021, la société a payé des montants respectifs de 82 M\$ et de 348 M\$ relativement à des avis de cotisation émis en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés. Du montant payé au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, un montant de 28 M\$ (78 M\$ en 2021) a été payé directement à la HMRC et un montant de 54 M\$ (270 M\$ en 2021) a été payé à LSEG aux termes d'une entente d'indemnisation liée aux entreprises que la société a vendues à LSEG. Les paiements versés directement à la HMRC ont été inclus dans l'impôt payé au tableau consolidé des flux de trésorerie. Les paiements versés à LSEG sont présentés dans les activités d'exploitation liées aux activités abandonnées au tableau consolidé des flux de trésorerie et ne sont pas inclus dans l'impôt payé. Se reporter à la note 19.

Note 18 : Acquisitions

Les acquisitions se composent principalement de l'achat de la totalité des participations des entreprises acquises, qui sont intégrées aux activités actuelles afin d'élargir la gamme de produits et services offerts aux clients par la société et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés à compter de leur date d'acquisition. Les acquisitions comprennent également des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et des acquisitions d'actifs.

Activités d'acquisition

Le tableau suivant présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie totale connexe :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Nombre de transactions				
Entreprises acquises	-	-	2	-
Participations dans des entreprises	2	-	5	-
Acquisitions d'actifs	1	1	1	1
	3	1	8	1

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
Contrepartie totale	2022	2021	2022	2021
Entreprises acquises	-	-	153	-
Déduire : trésorerie acquise	-	-	(2)	-
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	-	-	151	-
Participations dans des entreprises	9	-	27	-
Acquisitions d'actifs ¹⁾	8	2	8	2
Palements au titre des contreparties différées et éventuelles	2	-	4	3
	19	2	190	5

1) Les chiffres inscrits pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021 reflètent des acquisitions d'immobilisations incorporelles. En 2022, un montant de 8 M\$ a été payé en trésorerie et un montant de 5 M\$ a été comptabilisé comme un passif financier. En 2021, un montant de 2 M\$ a été payé en trésorerie et un montant de 21 M\$ a été comptabilisé principalement comme un passif financier à long terme.

Le tableau suivant donne une brève description de l'acquisition réalisée au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 :

Date	Société	Secteur acquéreur	Description
Avril 2022	ThoughtTrace	Grandes sociétés	Entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour la lecture, le classement et la gestion des flux de documents

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Le tableau qui suit présente le détail des actifs nets acquis :

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2
Créances clients	3
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1
Actifs courants	6
Logiciels	25
Autres immobilisations incorporelles identifiables	9
Total des actifs	40
Dettes d'exploitation et charges à payer	(2)
Produits différés	(3)
Passifs courants	(5)
Provisions et autres passifs non courants	(18)
Passif d'impôt différé	(3)
Total des passifs	(26)
Actifs nets acquis	14
Goodwill	139
Total	153

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des actifs acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre des acquisitions. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées en 2022 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation enregistrés par les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 19 : Éventualités**Actions et réclamations en justice**

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante des provisions constituées par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Avant 2022, la société a payé des impôts de 379 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés. En février 2022, la HMRC a émis des avis d'imposition dont le montant totalise 74 M\$, que la société a payé en mars 2022. Ces avis, collectivement, se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 visant certaines des filiales actuelles de la société et de ses anciennes filiales au Royaume-Uni. En mai 2022, la HMRC a émis d'autres avis d'imposition se rapportant à l'année d'imposition 2016 d'un montant totalisant 9 M\$, que la société a payé.

La HMRC dispose toujours de l'autorité statutaire de modifier les avis d'imposition mentionnés précédemment pour les années d'imposition 2017 et 2018 en émettant un avis d'imposition supplémentaire visant chaque année. Compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit que cette dernière pourrait émettre au cours des six prochains mois des avis d'imposition supplémentaires pour ces années d'imposition, lesquels viseraient presque exclusivement des entreprises que la société a vendues et qui font l'objet d'ententes d'indemnisation. Si cela se produit, la société sera tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, peu après avoir reçu les avis, qui pourraient s'élever au total à 350 M\$ et qui se rapporteraient en grande partie à l'année d'imposition 2018.

Comme la société n'estime pas que ces filiales actuelles et ces anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, elle continuera de contester ces avis d'imposition, y compris tout avis modifié par la HMRC, au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été ou sera tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Comme la société estime que sa position est justifiée par la loi, elle ne pense pas que la résolution de cette question aura une incidence défavorable significative sur sa situation financière dans son ensemble. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés et des paiements éventuels futurs en vertu de ces avis d'imposition, elle prévoit continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers. La société prévoit que ses sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour financer tout paiement additionnel requis advenant que la HMRC émette d'autres avis d'imposition.

Garanties

La société détient une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacun une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêt et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes non interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 20 : Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2022, l'actionnaire principal de la société, The Woodbridge Company Limited, détenait en propriété réelle environ 68 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec 3XSQ Associates

La participation de la société dans 3XSQ Associates est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, Thomson Reuters a fait un apport de 10 M\$ en trésorerie en vertu d'appels de fonds et versé un apport en nature de 15 M\$ représentant la juste valeur des garanties fournies dans le cadre de la facilité d'emprunt de 415 M\$ obtenue par 3XSQ Associates (se reporter à la note 19). La société a également payé un loyer d'environ 5 M\$ à 3XSQ Associates pour des locaux de bureaux dans l'immeuble.

Transactions avec YPL

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la société a reçu de YPL des dividendes de 87 M\$ qui reflètent la quote-part de la société des dividendes liés à sa participation dans LSEG ainsi qu'un montant de 24 M\$ lié à la participation de YPL dans le programme de rachat d'actions de LSEG (se reporter à la note 8). En octobre 2022, la société a reçu un montant supplémentaire de 9 M\$ lié à la participation de YPL dans le programme de rachat d'actions de LSEG.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2022. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 31 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2021 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Thomson Reuters

333 Bay Street, Suite 300
Toronto (Ontario) M5H 2R2
Canada

www.tr.com

